

# De la crise des subprimes à la crise financière

**Voici les grandes étapes de la crise financière depuis février 2007, au moment où elle a débuté aux Etats-Unis.**

Source NOUVELOBS.COM 26.10.2008

## **2008**

### **25 octobre**

- Le président américain George W. Bush lance un appel à la patience, et déclare qu'en dépit de la dégringolade des marchés financiers, et des craintes d'une récession mondiale, il n'est pas temps d'abandonner les politiques libre-échangistes, ni d'approuver des mesures qui risquent de menacer la liberté d'entreprendre.
- Nicolas Sarkozy affirme que "des décisions seront prises" lors du prochain sommet du G20 sur la crise financière internationale, qui se tiendra à Washington, le 15 novembre.
- Christine Lagarde affirme que des sanctions seront prises contre la Caisse d'Epargne pour les dysfonctionnements constatés dans son système de contrôle, qui ont fait perdre 700 millions d'euros à l'établissement bancaire.

### **24 octobre**

- Ouverture à Pékin d'un sommet Europe-Asie consacré à la crise financière. Nicolas Sarkozy a demandé que "la réponse à la crise soit mondiale", tout en affirmant que le monde va mal"
- Toutes les places Boursières s'effondrent, les unes après les autres.
- La décision de l'Opep de réduire sa production de pétrole de 1,5 million de barils par jour est contraire à de bonnes règles de fonctionnement du marché, estime la Maison Blanche.
- Le fonds d'investissement stratégique français ne sera pas doté d'une centaine de milliards d'euros, a indiqué la ministre de l'Economie Christine Lagarde. Aucun chiffre précis n'est encore établi, a-t-elle ajouté.
- François Fillon demande "engagements" des banques qui feront appel au plan de soutien de 360 milliards de l'Etat.

### **23 octobre**

- Le président français Nicolas Sarkozy annonce des mesures "exceptionnelles" de soutien à l'économie, dont la création d'un fonds d'investissement souverain à la française pour les entreprises en difficulté. Ignorant les réticences allemandes, il plaide de nouveau pour un "gouvernement économique européen".

- Les activités bancaires internationales ont enregistré au deuxième trimestre leur plus forte chute depuis dix ans, annonce la Banque des règlements internationaux (BRI).
- Le président de la Commission européenne José Manuel Barroso appelle au soutien de la Chine et du reste de l'Asie, pour répondre à la situation "sans précédent" créée par la crise financière.
- Sur le front des entreprises, cascade de mauvaises nouvelles: baisse du bénéfice trimestriel de Sony (-72% sur un an), chute des perspectives de croissance d'Air-France-KLM, inquiétudes du groupe automobile italien Fiat. En revanche, les principales banques suédoises dévoilent des résultats trimestriels meilleurs que prévu.

## **22 octobre**

- Nouvelle dégringolade des places asiatiques: Tokyo cède 6,79% en clôture, Hong Kong 5,20% et Shanghai 3,20%. A Séoul, le Kospi retombe à son plus bas depuis août 2005 après une chute de 5,14%.
- Le premier ministre Gordon Brown reconnaît s'attendre à une récession au Royaume-Uni et dans la plupart des pays du G7.
- Le géant pharmaceutique américain Merck annonce la suppression de 7.200 postes d'ici à 2011.
- La Maison Blanche annonce qu'un premier sommet sur la crise financière se tiendra le 15 novembre près de Washington, avec la participation des dirigeants du G20.
- Les bourses européennes clôturent en baisse: Paris perd 5,10%, Francfort, 4,46%, Londres, 4,46%, Madrid, de 8,16%.

## **21 octobre**

- A Strasbourg, Nicolas Sarkozy, président en exercice de l'UE, plaide pour la création de fonds souverains. Il appelle à la création d'un véritable gouvernement économique de la zone euro qui pourrait épauler la Banque centrale européenne (BCE). L'Allemagne oppose une fin de non recevoir à cette proposition.
- 17 pays réunis à Paris demandent à l'OCDE une révision de la "liste noire" des paradis fiscaux. La Suisse et le Luxembourg, adeptes du secret bancaire, renoncent à prendre part à la réunion.
- La BCE alloue plus de 305 milliards d'euros lors de son opération de refinancement hebdomadaire.
- La Maison Blanche approuve la possibilité d'un nouveau plan de relance aux Etats-Unis, après celui de 168 milliards de dollars mis en place au printemps.
- La banque régionale allemande BayernLB demande une aide de 5,4 milliards d'euros à l'Etat, première banque à faire usage du plan de soutien au secteur.
- La Banque du Japon injecte plus de 50 milliards de dollars dans le circuit bancaire.
- L'euro poursuit sa chute, tombant à 1,30 dollar, au plus bas depuis mars 2007.

## **20 octobre**

- Le directeur général du Bureau international du travail (BIT), Juan Somavia, avertit que la crise financière risque de créer 20 millions de nouveaux chômeurs

dans le monde d'ici la fin 2009.

- Le président de la Réserve fédérale américaine, Ben Bernanke, estime que l'examen d'un nouveau plan de relance par le Congrès serait "approprié".
- La Chine commence à sentir les effets de la crise internationale. La croissance de son économie est en effet passée sous la barre des 10% sur les trois premiers trimestres 2008, pour la première fois depuis 2005.
- La somme perdue par l'Ecureuil "se rapproche plutôt de 700 millions d'euros" que lui ont volé ses concurrents BNP Paribas et Société Générale.

### **19 octobre**

- La Corée du Sud propose des garanties de 100 milliards de dollars américains pour sauver son système bancaire.
- George W. Bush, Nicolas Sarkozy et José Manuel Barroso se sont mis d'accord sur l'organisation de sommets pour répondre à la crise.
- Le Conseil de Surveillance de la Caisse d'Épargne doit statuer sur le sort du directoire après la perte de 600 millions d'euros par le groupe. Le président, Charles Milhaud, est sur la sellette.

### **18 octobre**

- Wall Street clôture en baisse, en dépit d'un rebond des marchés dans la journée.
- Ban Ki-moon et José Manuel Barroso demandent aux pays développés donateurs de ne pas restreindre le financement qu'ils consacrent à l'aide au développement, malgré la crise financière.
- Christine Lagarde se dit "vraiment, vraiment en colère" et Nicolas Sarkozy appelle les responsables à tirer toutes les conséquences dans l'affaire des 600 millions d'euros perdus par la Caisse d'Épargne.

### **17 octobre**

- Wall Street clôture en baisse après une semaine contrastée.
- Après de fortes baisses jeudi, les places européennes clôturent en nette hausse.
- A Paris, la Caisse d'Épargne, symbole de sécurité pour des millions d'épargnants, reconnaît avoir perdu 600 millions d'euros en plein krach boursier.
- Adoption au Parlement allemand du plan gouvernemental pour soutenir les banques, prévoyant 480 milliards d'euros.

### **16 octobre**

- Plus forte baisse de la production industrielle aux Etats-Unis (2,8%) depuis décembre 1974 (Réserve fédérale américaine).
- Les Bourses européennes clôturent en baisse.
- Les marchés asiatiques replongent, paniqués par l'effondrement de Wall Street et le spectre de la récession.

### **15 octobre**

- Les Bourses replongent. Wall Street subit sa plus forte baisse depuis 1987. Les

Européens, en sommet à Bruxelles, appellent à une refonte du système financier mondial.

### **14 octobre**

- Washington annonce qu'il est prêt à entrer au capital des banques. Une responsable de la Fed affirme que les Etats-Unis "semblent en récession".

### **13 octobre**

- Hausse spectaculaire des Bourses devant la mobilisation des gouvernements.

### **12 octobre**

- L'Eurogroupe, réuni en réunion de crise à l'Élysée, tombe d'accord sur un plan commun de sauvetage des banques, notamment en garantissant les prêts interbancaires.

- Londres annonce qu'elle va contrôler ses principales banques.

- Ségolène Royal réclame la fin des paradis fiscaux et prône également la mise en place d'un "gouvernement économique, social, écologique européen", dont la "première étape" serait un ministère commun franco-allemand.

### **11 octobre**

- Nicolas Sarkozy et Angela Merkel évoquent l'élaboration d'une "boîte à outil commune", décision qui pourrait être annoncée lors du sommet de l'Eurogroup le 12 octobre.

- Les ministres des Finances du G-7, réunis à Washington, se sont engagés à prendre toutes les mesures nécessaires pour endiguer la crise financière.

- La Bourse de New York perd 22,1% en une semaine.

- Le secrétaire américain au Trésor, Henry Paulson, annonce que les Etats-Unis mettent au point un programme de prises de participation dans les banques, nouvelle arme dans la guerre engagée contre la crise des marchés financiers.

- Martine Aubry suggère d'interdire les stock-options pour les dirigeants d'entreprises.

### **10 octobre**

- Nouvelle journée noire sur les marchés ; le CAC 40 perd 7,73%.

- Valéry Giscard d'Estaing critique le président Nicolas Sarkozy et le Premier ministre François Fillon et lance un appel au calme dans la crise financière mondiale.

- Le baril brut touche les 75 dollars à Londres après l'ouverture de la Bourse de Wall Street.

- 54% des Français pensent qu'il faut "transformer radicalement" ou "réformer en profondeur" le système capitaliste, selon un sondage CSA.

- L'OMS prévient que la crise financière mondiale risque de provoquer une recrudescence du nombre des suicides et des troubles mentaux parmi les victimes de la crise financière.

## 9 octobre

- Le bancassureur en difficulté Dexia aura la garantie des États français, belge et luxembourgeois pour emprunter à hauteur de 4,5 milliards d'euros sur les marchés.
- L'État islandais a pris le contrôle de la banque islandaise Kaupthing, la première banque du pays.
- "Reprenez vos esprits", lance Jean-Claude Trichet, le président de la Banque centrale européenne (BCE), aux opérateurs des marchés financiers, qui ont continué à chuter aux Etats-Unis et en Europe malgré une baisse coordonnée des taux de six banques centrales.
- "Toute action solitaire doit être évitée, voire condamnée", avertit le directeur du FMI, Dominique Strauss-Kahn qui affirme que le FMI est prêt à prêter à tout pays en difficulté.
- Le directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), Pascal Lamy, se dit favorable à la tenue d'un nouveau Bretton Woods.

## 8 octobre

- Les Bourses européennes ont connu une nouvelle journée noire.
- Plusieurs banques centrales mondiales, parmi elles la Fed américaine et la Banque centrale européenne (BCE), ont baissé leurs taux directeurs.
- François Fillon annonce la mise en place d'une "structure juridique" détenue par l'Etat et bénéficiant de sa "garantie explicite" dans le but d'"intervenir financièrement" et "sans délai" en faveur des banques.
- Le gouvernement britannique nationalise partiellement des banques
- La Caisse d'Epargne doit "entamer des discussions" avec le groupe Banque Populaire "en vue du rapprochement de leurs organes centraux"
- Gordon Brown propose à ses partenaires de l'Union européenne l'adoption d'un "plan européen de financement" du système bancaire.
- L'Islande craint être le premier à se déclarer en faillite dans cette crise. Le pays nationalise la banque Glitnir.

## 7 octobre

- L'Union européenne relève à 50.000 euros la garantie bancaire. Les Pays-Bas, l'Espagne, la Grèce, l'Autriche et la Belgique ont d'ores et déjà relevé le seuil à 100.000 euros. En France, le montant de la garantie est officiellement de 70.000 euros.
- La Bourse de Paris termine sur un léger rebond de 0,55%.
- Selon un sondage exclusif réalisé par LH2 pour nouvelobs.com, seulement 45% des Français font confiance au gouvernement face à une crise qui inquiète 77% de la population.
- Le gouvernement demande que les recommandations du Medef sur l'encadrement des rémunérations des dirigeants d'entreprises soient formellement acceptées par ces entreprises avant la fin 2008, sinon il les reprendra dans un texte de loi,

## 6 octobre

- A Paris, le CAC 40 termine la séance sur la plus forte baisse depuis sa création:

-9,04% à 3.711,98 points. Londres perd 7,85%, Francfort s'effondre de 7,07%; Milan dégringole de 8,24.

- Dans une déclaration commune, les 27 membres de l'Union européenne se disent "unis, solidaires et déterminés" face à la crise; "chacun d'entre nous prendra toutes mesures nécessaires pour assurer la stabilité du système financier".

- Banque Populaire et la Caisse d'Epargne envisagent un rapprochement.

### **5 octobre :**

- D'après une information du *Sunday Times*, la banque d'affaires américaine JPMorgan Chase aurait précipité la faillite de sa compatriote Lehman Brothers en gelant 17 milliards de dollars d'actifs.

- Le plan de sauvetage de 35 milliards d'euros de la banque allemande Hypo Real Estate a échoué : devant le coût du projet, les prêteurs privés se sont retirés.

- Après le mini-sommet européen, Claude Guéant plaide pour un assouplissement du Pacte de stabilité européen.

### **4 octobre :**

- Nicolas Sarkozy réunit à Paris ses homologues britannique, allemand et italien pour un mini-sommet sur la crise.

- Le ministre de l'économie allemand, Michael Glos, se prononce contre un plan de sauvetage européen.

- Dominique Strauss-Kahn, directeur général du FMI, a rencontré Nicolas Sarkozy et appelé les pays européens à agir ensemble dans leur réponse à la crise.

- D'après l'agence de notation Fitch, le plan Paulson creusera le déficit américain à 70% du PIB.

### **3 octobre :**

- La Chambre des représentants américaine a adopté le plan Paulson.

- Le président de la République français, Nicolas Sarkozy, exige que les organisations patronales lui présentent leurs propositions pour encadrer les rémunérations des patrons.

- Les Pays-Bas débloquent 16,8 milliards d'euros pour nationaliser les activités de la banque Fortis.

- La Chambre des représentants américaine entame peu après sa réunion pour débattre à nouveau du "Plan Paulson".

- Axel Miller, le patron de Dexia, renonce à ses indemnités de départ à la demande du ministère français de l'Economie qui a conditionné la recapitalisation de la banque franco-belge à l'abandon de ce parachuté doré.

- La Banque du Japon (BoJ) injecte 800 milliards de yens (5,5 milliards d'euros) dans le système bancaire, intervenant sur le marché pour la 13e journée ouvrable consécutive.

- La BCE prévoit d'absorber jusqu'à 220 milliards d'euros de liquidités, tout en injectant 50 milliards de dollars, sur le marché monétaire de la zone euro.

- La banque américaine Wells Fargo achète sa concurrente Wachovia pour 15,1 milliards de dollars en actions.

- Les principaux membres de la direction de la banque américaine Washington Mutual (WaMu), rachetée par sa concurrente JPMorgan Chase, quittent leur poste.

## **2 octobre :**

- La Banque centrale européenne (BCE) laisse son principal taux directeur inchangé à 4,25%. Son président Jean-Claude Trichet rejette l'idée d'un plan sur le modèle américain en Europe et reconnaît que la crise financière constitue "un événement jamais rencontré depuis la Seconde Guerre mondiale".
- Le gouvernement portugais renforce le contrôle du secteur financier et alourdit les sanctions.
- Les Pays-Bas proposent la création de fonds nationaux de sauvetage bancaire, et non pas un fonds européen. Londres se montre favorable à des solutions nationales.
- L'Irlande instaure une garantie gouvernementale illimitée accordée aux principales banques irlandaises.
- Pour la 14<sup>e</sup> fois en 15 jours, le président Bush plaide pour l'adoption du "Plan Paulson", "parce que les Américains sont inquiets pour leurs emplois".
- Le gouvernement français dévoile un plan de soutien au financement des petites et moyennes entreprises (PME) d'un montant de 22 milliards d'euros afin de prévenir les risques d'assèchement du crédit.

## **1er octobre :**

- Le Sénat américain adopte par 74 voix contre 25 la version révisée du "Plan Paulson" de sauvetage des banques, qui ajoute 150 milliards de crédits d'impôts et autres aides aux 700 milliards de dollars de ressources accordées pour stabiliser le système financier. Le texte prévoit de faire passer de 100.000 à 250.000 dollars la garantie de l'Etat sur les dépôts bancaires.
- L'Allemagne s'oppose à la création d'un fonds européen doté de 300 milliards d'euros, sur le modèle du plan de sauvetage américain, idée avancée par la France, selon une "source gouvernementale européenne" à Berlin, ce que dément Paris.
- Le président français Nicolas Sarkozy annonce une série de mesures pour soutenir la construction de logements, dont le rachat par l'Etat de plus de 30.000 logements privés.

**30 septembre :** Wall Street se reprend après un lundi noir. Même chose pour les banques européennes. Les gouvernements belges et français injectent à eux deux 6,4 milliards d'euros pour renflouer le bancassureur Dexia. Après la publication des chiffres du chômage pour août, le secrétaire d'Etat à l'Emploi Laurent Wauquiez que ces chiffres seront "mauvais pour un an".

**29 septembre :** La Chambre des représentants américaine rejette le plan de sauvetage. Wall Street dégringole. Auparavant dans la journée, les places européennes avaient également baissé très fortement alors que les taux interbancaires continuaient de grimper empêchant les banques de se refinancer. Avant le rejet du plan, la banque américaine Citigroup avait annoncé qu'elle prenait le contrôle de sa concurrente Wachovia avec l'aide des autorités fédérales. Au Brésil, les cotations sont suspendues alors que la Bourse perd plus de 10%.

**28 septembre :** Le plan de sauvetage américain fait l'objet d'un accord au Congrès. En Europe, Fortis est renfloué par les autorités belges, néerlandaises et luxembourgeoises. En Grande-Bretagne, la banque Bradford and Bingley est

nationalisée.

**26 septembre** : le cours de Bourse du groupe de banque et d'assurance belge-néerlandais Fortis s'effondre en raison de doutes sur sa solvabilité. Aux Etats-Unis, la banque JPMorgan prend le contrôle de sa concurrente Washington Mutual avec l'aide des autorités fédérales.

**23 septembre** : Les débats de l'assemblée générale des Nations Unies à New York sont dominés par la crise financière. Les marchés financiers redoublent d'inquiétude face aux atermoiements autour du plan américain.

**19 septembre**: le président américain George W. Bush lance un appel à "agir immédiatement" sur le plan de sauvetage des banques pour éviter une aggravation de la crise aux Etats-Unis.

**18 septembre** : la banque britannique Lloyd TSB rachète sa concurrente HBOS menacée de faillite. Les autorités américaines annoncent qu'elles préparent un plan d'un montant de 700 milliards de dollars pour débarrasser les banques de leurs actifs invendables.

**17 septembre** : les Bourses mondiales continuent de chuter et le crédit se tarit dans le système financier. Les banques centrales multiplient les opérations pour apporter des liquidités aux institutions financières.

**16 septembre** : la Fed et le gouvernement nationalisent de facto l'assureur AIG (American International Group), menacé de faillite, en lui apportant une aide de 85 milliards de dollars en échange de 79,9% de son capital.

**15 septembre** : la banque d'affaires Lehman Brothers dépose son bilan tandis que l'une des principales banques américaines, Bank of America, annonce le rachat d'une autre banque d'affaires de Wall Street, Merrill Lynch. Dix banques internationales mettent en place un fonds de liquidités de 70 milliards de dollars pour faire face à leurs besoins les plus urgents alors que les banques centrales ouvrent les vannes du crédit. Cela n'empêche pas un fort recul des Bourses mondiales.

**7 septembre** : le Trésor américain met les géants du crédit hypothécaire Freddie Mac et Fannie Mae sous tutelle, le temps pour eux de restructurer leurs finances, en garantissant leur dette à hauteur de 200 milliards de dollars.

**16 mars** : JPMorgan Chase annonce le rachat de la banque d'affaires américaine Bear Stearns à un prix bradé et avec l'aide financière de la Fed.

**11 mars** : les banques centrales conjuguent de nouveau leurs efforts pour soulager le marché du crédit.

**17 février** : la banque Northern Rock est nationalisée par le gouvernement britannique.

**22 janvier** : la banque centrale américaine (Fed) baisse son taux directeur de

trois quarts de point à 3,50%, une mesure d'une ampleur exceptionnelle. Il sera progressivement abaissé à 2% entre janvier et la fin avril.

## **2007**

**Octobre/décembre** : plusieurs grandes banques annoncent d'importantes dépréciations d'actifs liées aux "subprime".

**Août** : les places boursières chutent face aux risques de propagation de la crise, les banques centrales interviennent pour soutenir le marché des liquidités

**Février** : les défauts de paiements sur les crédits "subprime" (des crédits hypothécaires consentis à des emprunteurs peu solides) se multiplient aux Etats-Unis et provoquent les premières faillites d'établissements bancaires spécialisés